

Évaluation des Forums sociaux

◀ GAGNER LA BATAILLE DES IDÉES ! ▶

DANIEL RICHARD

Chaque Forum social, qu'il soit mondial ou continental, est l'occasion pour la presse de s'inquiéter de la santé du mouvement altermondialiste, de la percolation de ses idées, de l'audience de ses acteurs auprès des masses... Comme s'il s'agissait d'une maladie infantile du capitalisme mondialisé ? « Ca va passer, la fièvre baisse... » Images de voitures incendiées, de vitrines éclatées ? Une crise d'adolescence, un manque de maturité...

Les observateurs neutres - ils le sont par définition - des médias indépendants - ils le prétendent par souci marketing - s'interrogent plus rarement sur l'état du libéralisme avant les forums économiques mondiaux. Davos ou les conférences ministérielles de l'OMC (Organisation mondiale du Commerce) ne sont jamais le moment de noircir encore le livre déjà sombre du libéralisme : le manque d'emploi se porte bien, l'énergie n'a plus de prix, le climat perd le nord, les dividendes ruissellent, enfle la misère et se creuse l'inégalité, résonnez trompettes...

D'où parlent ces journalistes, généralement sympathiques, au demeurant ? Mais simplement d'un point de vue idéologique qui est celui des bailleurs de fonds de leur titre. Soit, dans le meilleur des cas, l'opinion de la plus grande partie de leur cœur de cible : « young urban educated », « desperate housewives », « people » néomonarchisé et faitdiversolâtre... Patrick Le Lay a dit des choses définitives à ce sujet. On peut faire semblant de n'avoir rien entendu mais on gagne du temps à l'écouter : les savantes démonstrations deviennent superflues.

Pour une évaluation correcte de l'importance des forums sociaux, mieux vaut donc se fier aux témoignages de participants au départ d'une question simple « à quoi servent les forums sociaux ? ». Ils sont, d'une part, fédérateurs d'initiatives et d'alternatives, d'autre part, outils d'éducation permanente d'une dimension gigantesque.

Ils font fonction de « place publique mondiale ». Ce sont des lieux d'échanges d'expertises, de confrontations mais avant tout de rencontres. C'est à la fois l'endroit de contacts avec des militants venus d'horizons éloignés et un rendez-vous entre « nationaux » dans un contexte particulier qui permet d'envisager des collaborations sous d'autres perspectives. Toutes ces dimensions - connues et souvent soulignées - mériteraient d'être chacune débattues. Préalablement à une autre discussion tout aussi récurrente sur l'utilité d'éventuels prolongements concrets ou politiques ou programmatiques, il convient de souligner le rôle idéologique que jouent et qu'ont joué les forums sociaux mondiaux. Cette dimension est rarement appelée à la barre.

Critique du libéralisme, idéologie de l'inégalité

Le point commun des participants, le nœud qui les unit, le carrefour de leurs préoccupations, c'est une critique du libéralisme définit comme idéologie légitimatrice des objectifs du capitalisme - l'accumulation des richesses - et de ses conséquences - ...une organisation sociale fondée sur l'inégalité.

Les Forums sociaux sont ainsi le rendez-vous de publics divers qui ont en commun de se sentir la cible d'un triomphe sans partage d'une représentation du monde unique, totalisante, obligatoire : les femmes, les défenseurs de l'environnement, les pacifistes (le capitalisme, c'est la guerre !), les promoteurs du développement des peuples du sud, les indigènes, les promoteurs de la diversité (culturelle ou biologique), les protagonistes d'un développement durable, les syndicalistes et, sans doute, quelques ratons laveurs...

Dans quel contexte idéologique ont-ils décidé, d'une certaine manière, de fédérer une expression commune ou parallèle ? Il importe de s'en souvenir ! En 1996, le puissant président de la Buba (l'euro n'est pas encore en circulation) à la tribune de Davos annonce que « *les marchés financiers sont désormais en mesure de dicter leur loi* », que les hommes politiques sont « *sous leur contrôle* ». Adieu démocratie, veaux, vaches, cochons... Et cela dans l'assourdissant silence des peuples soudain privés de leur souveraineté... L'époque est celle de la « pensée unique », du marché comme indépassable horizon de la réflexion et de la fin de l'histoire. Thatcher livre le concept clé sur porte, un acronyme en quatre lettres : TINA pour « *There is no alternative* ».

Le mur s'est écroulé dans la liesse. La gauche, en panne de modèle, boit la tasse, rame désespérément et cherche à quoi encore pouvoir s'arrimer... Une troisième voie peut-être ? Entre quoi et quoi ? Entre un capitalisme à visage inhumain et un Etat social, jadis lui-même voie médiane entre l'économie de marché pur lucre et... le communisme. Voilà donc que certains « progressistes » célèbrent un Etat social actif comme une nouvelle religion : avec la ferveur des nouveaux convertis parfois... Chacun mesure le basculement idéologique des années 80 : la réforme est devenue « de droite » puisque les réformateurs sont au MR.

La gauche ? Conservatrice puisqu'elle défend des « acquis ». A l'époque Bourdieu redoute une « *restauration capitaliste* », d'autres une « *revanche sociale* » et Gorz dès la fin des années 90 constate que « *ce qui caractérise les 30 dernières années, c'est la reconquête du capital sur le travail* ». Ce discours ne passe pas.

Mettre des mots sur la « mondialisation »

Dans le même temps, émerge une vision de la mondialisation, une révision du fonctionnement capitaliste. A droite, on la définit au départ de l'accroissement des échanges commerciaux et industriels. L'idée que le phénomène crée de la richesse fait consensus. A gauche, on cherche ou on se tait... En mesurant néanmoins que le phénomène ne fera pas que des gagnants... La bataille contre l'Accord multilatéral sur les investissements constitue un premier sursaut. On commence à prendre conscience de la portée idéologique des accords de Marrakech qui ont créé l'OMC en 94.

Au départ de Porto Allegre, du Sud donc, l'affirmation forte qu'un « *autre monde est possible* » éclate sur la scène publique globale. Une bouffée d'air frais qui prend, tout compte fait, l'exact contre-pied du TINA. Les forums sociaux mondiaux vont ainsi créer l'espace pour l'émergence d'alternatives auxquelles on peut croire. Ils vont permettre d'articuler des approches locales dans un cadre global et transformer la teneur même des discours tenus à Davos et des préoccupations qui s'y manifestent - les rupins de la planète seront contraints de voir le monde comme il est... plein de pauvres. Cet acquis est précieux. Posons ainsi l'hypothèse que c'est dans les Grisons que l'on mesure le mieux la performance politique des Forums sociaux.

La confrontation des approches, des expériences et des analyses impose d'affiner les constats. La mondialisation se comprend alors comme un double mouvement : d'une part, une extension du domaine marchand (la « globalisation ») aux services publics, à la sécurité sociale, à la propriété intellectuelle, à la biodiversité etc. et, d'autre part, une extension du champ de la concurrence non plus seulement aux entreprises mais aux régions du monde (cf. le débat sur les coûts salariaux, les renoncements à l'égard de politiques sociales et environnementales - ce qui, par parenthèse, transforme le rôle joué par les Etats dans l'économie) mais aussi aux travailleurs entre eux (du sud et du nord, ceux qui ont un emploi et ceux qui n'en n'ont pas, ceux qui sont abrités par des protections et ceux qui ne le sont pas...).

La compréhension de ce constat doit être partagé. Les instruments classiques de la communication de masse n'y aident pas. Restent les efforts d'éducation permanente dans les associations et les syndicats. Il faut mesurer la pertinence des forums sociaux locaux à cette aune-là aussi !

Concrètement, ce travail a permis, en s'appuyant sur un réseautage « local », de faire avancer des dossiers importants - pas au point qu'on le souhaite mais... - : celui de la taxe Tobin, celui de la dette, celui de l'AGCS et de la directive Bolkestein...

AGCS : l'approche totalitaire

L'Accord général sur le commerce des services semble emblématique. D'abord parce que le forum social belge a choisi pour sa création de débattre de ce texte. Ensuite parce que l'OMC, l'organisation la plus puissante du monde, le considère comme « *le premier et l'unique ensemble de règles multilatérales qui régissent le commerce international des services* ». Négocié dans le contexte idéologique du début des années 90, ce document a une portée idéologique totalitaire. Ni plus ni moins. Au départ de la réglementation du commerce, il vise à orchestrer la production de tous les services de tous les secteurs dans tous les pays sur un seul modèle : celui de l'économie de marché. Requiem pour les services publics... Les négociations successives des secteurs à ouvrir à la libéralisation s'éloignent de plus en plus du caractère multilatéral, seul maigre argument de vente de ce texte adopté sans débat par le Parlement belge en 1995... Il organise par ailleurs un transfert de souveraineté, pour l'organisation du commerce, de tous les niveaux de pouvoir (de la commune à l'Etat fédéral) et pose en ce sens de sérieuses questions sur la conception que nous nous faisons de la démocratie. Sans parler du caractère technocratique et discret des négociations qui échappent à tout contrôle sérieux alors que les enjeux sont majeurs. Relevant de l'OMC, ces décisions ne sont nullement subordonnées aux respects des normes minimales de l'OIT (Organisation internationale du Travail) pas plus qu'aux décisions des autres agences de l'ONU. La participation des pays les moins avancés (PMA) à ce type de discussion dépend de la réponse à apporter à une question simple : le développement précède-t-il ou non le commerce ? Ainsi posée, l'absence d'intérêt des PMA pour cette négociation s'éclaire mieux... Comme d'ailleurs la conception réelle du « multilatéralisme » au sein de l'OMC !

Comment se battre contre les perspectives du triomphe de l'idéologie libérale qu'annoncent l'AGCS ? Le groupe de travail du FSB (Forum social belge) a choisi de sensibiliser les communes à la défense de leurs propres services publics face à ce traité. L'objectif est double : démocratiser la connaissance des enjeux et reconstituer au départ du niveau politique le plus proche des citoyens un rapport de force pour défendre un modèle de société (dans une économie capitaliste, les services publics sont non seulement les instruments de l'exercice d'un certain nombre de droits - civils, politiques, économiques, sociaux et culturels - mais également un outils de la répartition de la richesse au même titre qu'une politique de plein emploi de qualité, une fiscalité redistributive et une sécurité sociale forte). L'objectif est de permettre à un moment à la Région (qui dispose de compétences en matière de commerce et qui est présente dans une série d'instances internationales) de prendre une attitude semblable vis-à-vis de la défense de ses propres instruments publics. Une manière concrète d'articuler le local au global... Les villes de Charleroi et de Liège, accompagnées par les forums locaux respectifs et les organisations syndicales s'inscrivent, avec l'Union des villes et des communes de Wallonie, dans cette démarche. Cela se passe dans la foulée de la seconde Convention internationale des collectivités locales pour la promotion des services publics qui s'est déroulée à l'automne dernier à Liège (www.agcs-gats.org) et dont la prochaine est programmée en octobre à Genève.

Cette bataille, d'idées au départ, permet ainsi de fédérer des forces politiques, associatives et syndicales sur des objectifs communs, concrets et progressistes. Au vu d'où l'on vient, c'est pas anecdotique.